LES GILETS JAUNES N'ONT PAS SOMMEIL

Un recensement non-exhaustif des actions directes du mouvement



Edito

Tout au long de la mobilisation Gilets Jaunes, on a pu constater que la presse ne relayait pas ce qui se passait réellement dans la rue, tendant sans cesse à minimiser l'ampleur de la lutte. « Dites-moi, cher présentateur télévisé : est-ce que la lutte s'essouffle, ou bien est-ce qu'elle est en bout de course ? » était la seule question qu'on entendait répéter inlassablement, faisant preuve d'un certain comique de répétition. Les Gilets jaunes ont alors dû se mettre à comptabiliser eux-même la participation aux manifestations, et relayer les informations sur leurs propres médias.

Ceci est une participation non-exhaustive, tentant de recenser les actions qui ont été exécutées par les Gilets Jaunes en dehors des manifestations, en s'appuyant principalement sur le blog sans attendre (sansattendre.noblogs.org). Celles-ci ont souvent été noyées voire tues par les média, c'est pourquoi il nous semble important de les mettre en lumière, et de montrer à quel point la lutte s'est aussi déroulée sur toutes sortes de terrains, avec des impacts matériels souvent conséquents.

Si de nombreuses personnes ou groupes ont pu être arrêtés à la suite de ces actions, cela ne peut qu'inciter à plus de prudence lors des actions, ainsi qu'à apprendre à se défendre face à la justice et à soutenir les inculpés. Il est aussi important de voir que de nombreuses actions effectuées avec quelques précautions ont mis les enquêtes en échec. Petite note aussi sur la sécurité informatique : des moyens existent pour communiquer anonymement, qui peuvent protéger des grandes oreilles du renseignement (le navigateur Tor, le système d'exploitation Tails etc. Voir: https://infokiosques.net/lire.php?id_article=1045)

Alors, afin que les attaques contre ceux qui permettent à ce gouvernement et à ce système de perdurer se propagent, voici un petit rappel de ce qui a déjà pu être fait.

LONGUE VIE AUX GJ !

1. Les agences vont banquer ---------------------------------- page 06
2. On ne communiquera plus ! --------------------------------- page 09
3. Des attaques en permanence ----------------------------- page 14
4. Contre la répression -- page 18
5. Les multinationales au cœur du système ------------- page 20
6. Percepteurs, voici la monnaie de la pièce ! ------------ page 23
7. Travail de nuit --- page 25
8. V. pour Vendetta --- page 27
9. Solidarité internationale ---------------------------------- page 28

1. Les agences vont banquer

« Depuis un peu plus de quatre mois, des centaines d'agences de proximité, maillons essentiels de la vie locale, situées en bas d'immeubles, à des coins de rues, dans les centres villes ont été prises pour cibles, vandalisées, pillées, incendiées et nos conseillers bancaires physiquement menacés. »

Extrait d'une tribune parue dans le journal le monde, le 30 mars 2019. Cet étonnant pamphlet signé par plusieurs organismes bancaires voulait faire pleurer sur leur sort. Non content d'être renfloué par le gouvernement en période de crise, voici qu'ils en appellent aux citoyens de les épargner, à croire qu'ils craignent un impôt révolutionnaire.

Coups de masses, sabotage au silicone, aveuglement à la bombe de peinture ou carrément jet de cocktails Molotov, les techniques sont variées pour s'attaquer aux distributeurs des banques, qui, par ailleurs, sont toujours les premiers à prendre cher pendant les manifs. En effet, Europe 1 recensait entre le 17 novembre et le 23 mars 760 agences bancaires dégradées partout en France, parmi lesquelles 40 cas sont qualifiés de « graves » (agences saccagées ou incendiées). Contrits, les grands groupes bancaires ne souhaitent pas divulguer le montant des dégâts subis.

-A Lodève (Hérault), la nuit du vendredi au samedi 22 décembre 2018, cinq agences bancaires sont la cible de sabotage a l'aide de silicone. A Gignac, quelques jours plus tôt, la même opération avait déjà été menée, accompagnée d'attaques sur les trésoreries, qui ont vu leurs serrures bouchées à l'aide du même produit.

- La nuit de la Saint Sylvestre, le réveillon sera fêté à coups de massettes à Maubeuge (Nord), avec la destruction du distributeur du Crédit Mutuel, ainsi qu'à Aulnoyes-Aymeries, à quelques dizaines de kilomètres, où les distributeurs de trois banques (Crédit du Nord, Crédit Mutuel et Société Générale) sont aussi fracassés.

-A Berlaimont (Nord) le 7 février 2019 l'agence bancaire du centre ville s'est fait éclater ses vitres.

-A Marmande (Gironde) dans la nuit du samedi à dimanche 10 février 2019 six distributeurs de billet voient leurs écrans enduits de peinture et leurs agences recouvertes de tags.

- A Fabrègues (à côté de Montpellier), le samedi 23 février au soir, l'agence bancaire du Crédit Agricole ainsi que le distributeur automatique de billets de l'avenue Georges Clemenceau, ont été attaqués au cocktail Molotov. Si le premier a bien endommagé le distributeur, pour le second qui n'avait pas directement explosé, les pompiers et les gendarmes ont été obligés de faire appel aux démineurs de la Sécurité civile de Montpellier afin de le neutraliser.

- Cela a vraiment dû sonner comme un bon augure à la manifestation du 16 mars qui a ravagé les Champs Élysées. Le vendredi soir, quelques sauterelles taguaient la grande porte de la sous-préfecture de Gourdon (Lot) d'un ACAB et des trois points du « Mort aux vaches », tandis que la façade de la Banque Populaire était taguée de l'inscription « anti-capitaliste », que celle de la BNP était tachée de jaune et que le distributeur de billets du Crédit Agricole était mis hors-service.

-A Morteau (Doubs) le 23 avril le DAB de la société générale s'est fait exploser son écran à coup de morteau.





2. On ne communiquera plus !

La forme d'action blocage, particulièrement développée dans le mouvement des Gilets Jaunes qui a pris naissance en interrompant le trafic à partir des ronds point, et n'a cessé de ponctuer ces derniers mois, a été particulièrement efficace dans un premiers temps lors de l'explosion Réunionaise. Blocages d'axes routiers (notamment des quatre axes autoroutiers qui ont paralysé toute l'île), de dépôts pétroliers, de zones commerciales, interruption de nombreux vols... En métropole, en dehors des nationales dont le trafic était minimalement ralenti par des barrages filtrants et où le passage était refusé aux camions alimentant les raffineries, on a pu compter de nombreux blocages de péages, de centres commerciaux ou de multinationales, d'usines produisant des armes pour la police etc.

Si toute la chaîne de production, traitement et distribution pétrolière était visée, en référence directe à l'élément déclencheur de la contestation : la hausse du prix de l'essence, ces blocages se sont aussi appliqués à paralyser toute forme de circulation, témoignage d'une compréhension intime des mécanismes qui régissent le pays. Le pouvoir est économique, il réside dans les infrastructures, et qui vient attaquer ou bloquer les flux atteint directement le cœur du système. Car le rapport de force peut s'obtenir en grippant la machine vorace qui a un besoin constant d'alimentation en matières premières, en exportation de ses produits finis afin d'en tirer profit, en circulation des informations et des lois, en concentration de ses forces de l'ordre.

Ainsi, les attaques n'ont pas concerné uniquement des infrastructures liées à la circulation automobile (péages, raffineries, pompes à essence…) et ferroviaire, mais aussi des infrastructures permettant la communication d'information et d'énergie, telles le réseau de fibre et quelques antennes-relais. Le blocage s'est alors couplé d'une pratique du sabotage, de destruction directe de ces infrastructures.

Autoroutes

Quelques jours à peine après le début de la mobilisation Gilet Jaune, le 20 novembre à Virsac (Gironde), et durant un blocage de l'autoroute, des cabines de péage se font incendier. Ceci, couplé aux nombreux dégâts sur la chaussée occasionnés par les pneus enflammés des blocages, a occasionné des frais importants pour Vinci.

- Narbonne, un petit goût de reviens-y. Le premier décembre, dans la nuit qui a suivi l'acte III des manifestations GJ, tout un groupe de personnes se retrouve, manitou et voiture enflammée à l'appui, à aller mettre le feu au péage de Narbonne Sud. Mais ils ne s'arrêtent pas en si bon chemin, et vont aussi incendier des véhicules de la société Vinci autoroutes ainsi qu'un bâtiment du peloton de gendarmerie. 15 jours plus tard, après l'acte V, des Gilets Jaunes retourneront incendier la barrière de péage imprudemment reconstruite, à l'aide de fumigènes et de pneus. La direction régionale de Vinci Autoroutes à Narbonne va devoir être « démolie et reconstruite », et cette remise en état prendra un an, a indiqué Raphaël Martin, directeur d'exploitation Méditerranée.

- Des cabines de péages sont aussi incendiées cette même nuit du 15 au 16 décembre 2018 autour d'Orange (Vaucluse) et de Perpignan (où une cabine avait déjà brûlé une semaine plus tôt).
A Agde-Bessan (Herault), c'est une « mission commando » qui est proposée et votée à main levé lors d'une réunion d'environ 200 personnes qui avait eu lieu auparavant à la base de loisir. Suite à cette décision collective, des individus ont mis le feu à un véhicule

de service, un local de sécurité ainsi qu'une cabine et des barrières de péage. Enfin, à proximité de Nîmes sur l'A9, les gendarmes ont déploré un incendie de branchages qui a les a contraint à fermer l'autoroute dans le sens Nord/Sud.

- La nuit suivante (du 16 au 17 décembre), l'aire de péage de l'A51 à Manosque (Alpes de Haute-Provence) se faisait incendier pour la deuxième fois. A cette date, le groupe de BTP et de concessions Vinci estimait déjà à plusieurs dizaines de millions d'euros le montant des dégats commis sur son réseau du fait des actions Gilets jaunes. « Près de 250 sites ont ainsi été impactés quotidiennement par les actions des manifestants », ajoutait-il. Les mises à feu volontaires ont notamment détruit six bâtiments d'exploitation, dont la direction régionale de Narbonne, 33 véhicules d'intervention, 15 échangeurs et plateformes de péage, et dégradé les chaussées en de nombreux endroits.

- La nuit d'après, du 17 au 18 décembre, c'est au tour du péage de Bandol (Var) sur l' A50 de se faire incendier. L'autoroute, qui relie Marseille à Toulon, a été fermée dans les deux sens à la suite de ce sinistre.

- A Hensies en Belgique, pendant la nuit de mercredi 26 à jeudi 27 décembre 2018, des actions de blocage routier mèneront au pillage collectif, puis à l'incendie d'un camion.

- Le 31 janvier 2019, les tronçons autoroutiers Pertruis-Cadarache et Sisteron Centre-La Saulce (Hautes-Alpes) ont été vandalisés : ayant réussi a pénétrer dans les locaux de Vinci, quelques personnes ont détruit plusieurs systèmes de sécurité, notamment ceux équipant les tunnels, ce qui a contraint l'entreprise à en interdire momentanément l'accès. Résultat, la circulation a été totalement bloquée une journée entière. Sur cette même autoroute, un sabotage avait interrompu le trafic le 17 janvier dernier autour de Sisteron. Le câble de fibre optique principal et le câble de secours ont été, caméras de surveillance...)

- Le 16 février 2019 à Belfort (Territoire-de-Belfort), une opération « péage gratuit » dégénère. En plus des habituelles caméras

tournées vers le sol, occultées ou taguées, dès que la nuit tombe, des infrastructures du péage prennent feu. Bilan de l'action : Trois atténuateurs de choc, des coffrets électriques et la façade de deux cabines ont brûlé. Des caméras ont été détériorées et de la colle a été découverte dans plusieurs lecteurs de carte bleue. Les dégâts pourraient s'élever à plusieurs dizaines de milliers d'euros pour l'APRR (filiale autoroutière Eiffage).

-Dans la nuit du 12 au 13 avril au péage de Béziers-Ouest les barrières ont été dégondées sur toutes la longueur de celui-ci. Cette ouverture qui a donné lieu à la gratuité pendant une bonne partie de la nuit a été accompagnée de tags. Rappelons que ce genre d'actions a été fréquent pendant le mouvement Gilet Jaune.

Trains, Trams

- Entre Lyon et Valence, le mardi 29 janvier, la circulation des trains TER a été perturbée pendant une heure. En effet, un train de marchandise avait simplement roulé à Saint-Rambert d'Albon sur une borne kilométrique volontairement déplacée sur la voie.

-Les deux premiers samedis de janvier à Caen pendant des manifestations GJ le chantier du futur tram a été attaqué. Incendie et autres dégradations (barrières, bordures, fourreaux, engins de chantier, etc.) ont pour effets 300 000 euros de dégâts, et cela sans compter le coût lié à la désorganisation du chantier.

- Dans la nuit du 16 au 17 janvier 2019, une armoire électrique a été incendiée à la halte Lacourtensourt, au nord de Toulouse. Le trafic a été perturbé entre Toulouse et Bordeaux, occasionnant des retards de 15 à 20 minutes sur tous les trains au départ ou à l'arrivée de la gare Matabiau.

- Le 18 avril deux sabotages ont eu lieu simultanément sur des lignes de chemin de fer. L'un entre Bordeaux et Arcachon l'autre entre Perpignan et Villefranche-de-Conflent (Pyrénées-Orientale).

Le premier a causé des retards sur plusieurs lignes, allant jusqu'à trente minutes et tout cela grâce à un vélo accroché sur les câbles de la voie ferrée. Le second a entraîné des dégâts à hauteur du passage à niveau de Prades.

Stations-services

- Le 11 janvier, les automates de la station-service du Carrefour Market ainsi que de la Poste de Ferrière-la-Grande (Hauts-de-France) sont visés.

- Le 7 février 2019 à Berlaimont (Nord), la station-service d'Auchan s'est fait vandaliser. Le même jour, à Aulnoye-Aymeries (Nord), une station-service Intermarché subit le même sort : distributeurs automatiques cassés, vitres de cabines fracturées. Entre le remplacement du matériel et la fermeture occasionnée, le patron estime les coûts à 50 000 €.

- A Villars (Loire) le 19 février, c'est encore une station-service d'Auchan qui se fait saboter, avec 19 tuyaux sectionnés sur 24. Cette station avait déjà été ciblée à deux reprises en décembre.

- A Marmande (Gironde) le mercredi 1er mai les stations-essence du centre Leclerc, de l'hypermarché Super U et de Total, situées le long de la route de Bordeaux, ont été les cibles d'un sabotage. Les entrées des lecteurs de cartes bancaires ont été recouvertes de silicone.

Réseaux informatiques : antennes-relais, fibre, téléphonie

- L'incendie d'une antenne relais, à Casseuil (Gironde), dans la nuit du 23 au 24 décembre a causé d'important dégâts. En effet plus d'un mois après que l'antenne ait brûlé, le signal n'est toujours pas revenu dans plusieurs communes alentours et cela quelque soit l'opérateur.

- A Gardonne (Dordogne), l'incendie d'un pylône de téléphonie SFR

a causé 260 000 euros de dégâts.
- A Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), c'est un gros câble Orange intentionnellement sectionné qui a occasionné une coupure téléphonique et internet, le 25 février 2019.

- Le relais de téléphonie mobile Saint-Germain de Montaigu, situé sur les hauteurs d'Alès, dans le Gard, a été incendié dans la nuit du 30 avril au 1er mai: le feu a été bouté à l'infrastructure, causant de grosses perturbations sur le réseau de téléphonie mobile dans tout le bassin d'Alès (notamment chez SFR et Bouygues). La télévision a elle aussi été coupée…

- Entre Chamborigaud et La Grand-Combe, trois coupes de fibre optique ont été relevées par les services d'Orange. Dans la nuit de samedi 1er juin à dimanche 2 juin, à 2 h 36, des câbles ont été coupés de Génolhac à Villefort. Un acte qui a perturbé la communication dans le secteur des Hautes-Cévennes (Chamborigaud, Concoules, Chambon…) et une partie de la Lozère.

3. Des attaques en permanence

Le leurre d'une république en marche a tenu peu de temps même pour ses plus fidèles serviteurs. Démissions en cascades, hiérarchies assumées et barbouzeries d'amateurs ont clos le chapitre d'une soi-disant ouverture à la société civile et d'une remise en cause de la politique habituelle. Puisqu'il fallait bien insister devant le silence apeuré de Macron et le castaneurisme violent qui marquèrent les premiers mois du mouvement, c'est vers les députés LREM, les préfectures et toute instance de représentation que se sont tournées les invectives et coups de pression. Dès le début LREM n'avait que de timides pignons sur rue ; systématiquement pris pour cible, ce parti a du mal a tenir ses permanences ; mais il reste l'Elysée bunkerisé en derniers recours pour les abriter qui c'est vrai n'a pu encore être touché.



- A St-André (Réunion) le 19 novembre 2018 lors d'émeutes nocturnes, la mairie annexe de Cambuston s'est fait incendier.

- Le jeudi 29 novembre 2018 à Vernon (Eure), la permanence parlementaire de la députée LREM Claire O'Petit a été explosée à coups de massette en fin d'après-midi, bien que la surveillance policière ait été renforcée les jours précédents.

-Après deux attaques fin décembre 2018 la permanence de la députée LREM Claire O'Petit a encore vu ses vitres se faire défoncer. Le même jours c'est sa voiture personnelle qui a été rayée sur toute la longueur alors qu'elle été stationnée sur une aire d'autoroute.

-Le 1er décembre 2018 lors d'une manifestation Gilet Jaune, une cinquantaine de personnes sont entrées dans l'enceinte de la préfecture de Toulouse, et ont caillassé sa façade avant d'incendier des poubelles.

- A Segré (Haut-Anjou), lorsque le personnel a voulu rentrer dans la sous-préfecture le 8 décembre, il a bien dû se demander où était passée l'entrée qui était... murée. A Combrée, la même nuit, le centre de tri postal a aussi subi des dégradations.

- En Dordogne, la nuit du 23 au 24 décembre 2018, plusieurs bâtiments publics dont la maison des services publics à la Force et la mairie à Colombier ont été incendiés.

- Cible ou coincidence ? Le samedi 29 décembre au soir, après le septième acte des Gilets jaunes, les journalistes du quotidien Le Parisien pouvaient voir depuis leurs fenêtres les flammes d'une dizaine de voitures incendiées juste devant l'entrée de leur immeuble.

- Le dimanche 27 janvier 2019 aux alentours de 21h30, un feu de joie a occasionné d'importants dégâts sur la porte pourtant blindée de l'hôtel de ville de Jassans-Riottier (Ain).

-A Alès dans le Gard, chaque vendredi soir de février, des Gilets jaunes n'attendent pas la chandeleur pour aller festoyer devant le

domicile privé du sous-préfet. Hurlements, cris, jets de pétards… La bonne famille bourgeoise ne peut plus dormir en paix !

-Dans la nuit du 21 février 2019 a Bure, jolie bourgade meusienne où l'Andra projette d'enterrer des déchets radioactifs, la façade de l'hôtel de ville a été redécorée à l'huile de vidange. Gérard Antoine, maire pro-enfouissement qui n'en est pas à son premier paradoxe, viendra dénoncer la pollution occasionnée par cette souillure, alors qu'il compte gorger les sols de poubelle nucléaire.

- La même nuit à Dijon, des cocktails Molotov ont été jetés pendant la nuit sur la préfecture. Le 6 avril 2019 celle ci est encore la cible d'attaque. Cette fois ci c'est la porte vitrée qui en a fait les frais en se faisant défoncer.

- Quelques pierres suffisent. Comme pendant la nuit du dimanche 28 avril au lundi 29 avril 2019, où la porte d'entrée de la mairie de Bricquebec (Manche) a été explosée de cette manière.

- Dans la nuit du dimanche au lundi 3 juin 2019, les façades du café Le Polder et d'une mercerie à Lille ont été vandalisées. Des tags hostiles à Emmanuel Macron ont été peints sur l'une et de la peinture projetée sur l'autre alors que le café devait accueillir, ce lundi, une réunion publique avec Violette Spillebout (LREM) en vue des élections municipales à Lille. Une réunion publique de cette candidate avait déjà été perturbée par une dizaine de personnes début mai.

4. Contre la répression

Pendant l'acte 8 à Dijon, le samedi 5 janvier, la caserne de gendarmerie était la cible évidente des manifestants, qui en ont arraché les grilles d'enceinte sur plusieurs dizaines de mètres. A Bayonne aussi lors de la manifestation nocturne du 2 février, après avoir ciblé la sous-préfecture, les camions de policiers, les agences de banque et d'assurance, c'est le commissariat de la ville qui a été attaqué. Caméra de surveillance détruite, bâtiment caillassé, départ de feu de poubelle devant les grilles… Et oui, tout le monde déteste la police. Mais ce qui se passe en manifestation se prolonge aussi souvent tard dans la nuit, pour la police publique ou privée.

Police et surveillance

- A Besançon dans le Doubs dans la nuit du 5 janvier, l'entreprise Polysécurité n'a pas eu les moyens de sa propre surveillance. En effet cette boite qui chaque jours installe alarmes anti-intrusions et vidéo-surveillance a vu une de ses voitures partir en fumée, en toute tranquillité bien sûr.

-Dans l'agglomération de Rouen (Calvados) plusieurs déclarations de haine ont été faites à la police la nuit de la St Valentin. En effet deux voitures de la police municipale se sont fait incendier

devant le commissariat de Bihorel. Le même soir, trois quart d'heure avant ce feu de joie, une Clio volée a été lancée, volontairement bien sûr, contre la façade du commissariat de Darnétal. L'incendie qui a rongé le véhicule a noirci le mur, mais a aussi gondolé la porte d'entrée blindée du commissariat, qui ne s'ouvre plus. Les locaux seront donc fermés jusqu'à ce qu'une nouvelle porte soit confectionnée.

- Le 22 avril la façade de la gendarmerie de Landivisiau dans le Finistère a été redécorée. « Suicidez vous », « Flics suicidés à moitié pardonnés », « La police vous protège ça crève;les yeux ». Comme une réponse au procès médiatique et judiciaire intenté quelques jours plus tôt aux manifestants de Paris qui avaient osé chanter des slogans du même ACABit.

Justice

- Deux jours après le samedi 1er décembre qui avait vu nombre d'interpellations parmi les manifestants Gilet Jaune, l'arrière du tribunal d'instance de Montreuil-sous-Bois (Seine Saint Denis), a été incendié. Le feu s'est propagé jusqu'à la salle des archives.

- A Niort, dans les Deux-Sèvres, c'est un cinquantenaire qui, entendant protester contre les peines distribuées aux manifestants, a profité de la manif du 12 janvier pour vider un tube de colle forte dans la serrure de la porte d'entrée du palais de justice de Niort, retardant ainsi son ouverture pour les comparutions immédiates

5. Les multinationales au cœur du système

Et oui, Macron n'est qu'un libéral parmi d'autres. Avec sa tête de commercial en manque de marchés, il incarne cette évidence bien ancrée aujourd'hui que le pouvoir se loge au cœur de l'économie. Prises pour cible dès les premiers samedis, l'économie et l'arrogance des patrons ont ralliées un nombre toujours plus grand de gilets jaunes.

Le maillage partout en France et au niveau européen et mondial des grandes marques et des entrepôts commerciaux, a donné un choix large et varié pour les blocages, attaques, pillages et autres pieds de nez.

L'occasion de rappeler que les grosses fortunes se concentrent au final dans peu de mains. Les principaux donateurs pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris ont les moyens de leur charité achetée à bas prix : Total, Pinault, Arnault et consort réunissent assez de filiales illustrant les conditions de travail, de vie détestables des industries à flux tendus qui ruinent si allégrement le monde.
- Les attaques contre les multinationales, les commerces et les grosses entreprises commencent dès le début du mouvement, à la Réunion. Dans la nuit du 17 au 18 novembre 2018, à Saint-Benoît, un magasin est parti en fumée et nombreux autres ont été pillés et saccagés, tandis qu'au Port, un concessionnaire automobile Peugeot a été pris pour cible: près de 70 30 véhicules ont été réduits en cendres dans l'incendie.
Le 18 novembre, aura lieu le pillage du magasin Promocash de Sainte-Marie.Dans la nuit de lundi à mardi 20 novembre, la mul-

tinationale de fast food MacDonalds au Port s'est fait caillasser en début de soirée. Mais plus tard dans la soirée, des individus cagoulés y sont retournés pour terminer le travail. Après avoir retourné et détruit le mobilier à l'intérieur, ils sont repartis en foutant le feu. Des pillages ont eu lieu plus tôt dans la journée, visant notamment un magasin de sport de la ville de Saint-Pierre; des manifs sauvages se sont déroulées à Saint-Denis, où de nombreuses voitures ont été incendiées. Le supermarché Score dans le quartier Vauban et une pharmacie ont entre autres été pillés et saccagés. Des jeunes se sont ensuite regroupés près du magasin Simply Market à La Providence. Un attroupement s'est formé, des poubelles ont été incendiées pour empêcher toute circulation. Puis les jeunes ont attaqué les rideaux de fer du Simply Market avant de pénétrer à l'intérieur et de vider les rayons de bouffe et de boissons. A Saint-André, des enragés ont attaqué la mairie annexe de Cambuston et l'ont incendiée. Des feux nocturnes ont eu lieu à Saint-Gilles-les-Bains, tandis qu'à Saint-Paul, un bâtiment SFR et un magasin Orange ont été pris pour cible.

- A Montluçon, même lorsque les bloqueurs lèvent le camp, le 24 novembre 2018, le centre commercial reste bloqué quelques heures de plus. Comment ? Et bien, en remplissant les serrures des boîtes à clefs des magasins avec de la colle et de la ferraille, pardi!

-A Montélimar (Drôme) à la suite d'un blocage d'un entrepot d'Amazon, le 22 décembre, une trentaine de personnes ont réussi à pénétrer sur le parking de la plateforme logistique. Une fois à l'intérieur, après une tentative d'expropriation des marchandises ratée, elles ont sectionné les câbles reliant les tracteurs de camions à leur remorque. Pour être tranquille pendant l'action, quatre barricades avaient été positionnées autour de la plateforme, et approvisionnées en pierres puis ont été enflammées. Et pour plus d'anonymat l'incendie d'un transformateur électrique a permis l'extinction de l'éclairage public.

-Le 14 janvier à Peyrehorade dans les Landes l'usine Monsanto a été bloquée par des gilets jaunes. Le blocage a commencé à 6h du matin pour se terminer en milieu de matinée.



-Dans le Haut Anjou à Segré les supermarché ont la vie dure. Pendant la nuit du samedi 9 février le Super U subit une attaque à la mousse expansive. Ses portes coulissantes sont bloquées ainsi que plusieurs pompes de sa station service. Autre matériau pour le Lidl mais autant de satisfaction. En effet une cinquantaine de caddies voient leur fente remplie de silicone, causant des dégâts d'une valeur de 9000 euros.

-A Fontenay-Trésigny en Seine et Marne quatre véhicules de l'enseigne Leader Price ont brûlé dans la nuit du dimanche 7 avril.

6. Percepteurs, voici la monnaie de la pièce !

La collecte d'impôt était plus rude aux siècles derniers, il fallait se risquer à affronter les embuscades dans les campagnes, les révoltes nombreuses dans les bourgs qui eurent raison du roi. Les taxes sont la matérialisation du gouvernement au quotidien, la seule chose qui les tient au quotidien est l'idée d'une solidarité par leur répartition. Répartition largement mise à mal par le système même de privatisation et de spéculation des finances. Macron a eu cette arrogance impardonnable de faire déborder le vase, en supprimant l'ISF, il rétablissait le droit à l'insurrection.

Ces lieux actuels des impôts, du trésor public et de régulation des amendes sont vécus désormais comme un outrage et furent ainsi l'objet d'une commune rage.Ils n'ont pas tardé à suivre les radars dans la vague de destruction qui a touché 60 % du patrimoine français d'impôt facile sur les conducteurs.

- Le site régional de l'Urssaf à Vénissieux (Rhône) a été endommagé par un incendie, dans la nuit du 2 au 3 décembre 2018. Des pneus enflammés, déposés devant la façade, ont dégradé le sas et l'entrée. Une vitre et des caméras de vidéosurveillance ont également été détériorés.

- Dans les Bouches-du-Rhône, dans la nuit du 3 au 4 décembre 2018, le centre des finances publiques de Saint-Andiol a été visé dans la nuit par un engin incendiaire. Ce qui ressemble à un cocktail Molotov artisanal aurait été jeté contre une vitre du rez-de-chaussée par une ou plusieurs personnes arrivées en voiture devant le centre.

- A Nimes dans le Gard dans la nuit du premier janvier 2019 des pneus ont été enflammés devant la façade du centre des finances publiques. Cet incendie a causé 80 000€ de dégâts.

- A Toulouse, dans la nuit de mercredi à jeudi 31 janvier 2019, le centre des finances publiques de Rangueil a été incendié sur les [2]coups de 4h. Des pneus ont été embrasés devant le hall d'accueil. La façade du centre des impôts a été noircie et des vitres ont été brisées. Résultat: les percepteurs ont été contraints de fermer les locaux pour toute la journée de jeudi.

-A Villeneuve-les-Avignons (Gard) dans la nuit du 18 février 2019, une bombe artisanale, composée d'une pile, de fils électriques et d'un gros pétard, a explosé devant le centre des finances publiques. Une paroi de l'édifice a été noircie par l'explosion de la bombe.

7. Travail de nuit

Un des thèmes du baccalauréat cette année fut « le travail divise-t-il les hommes ? »

La division du travail des hommes a créé ce mythe d'une société de travailleurs d'un côté, d'inactifs et autres étrangetés d'un autre. Le mouvement des gilets jaunes a surtout pointé des conditions de travail peu désirables, dans une course en avant où payer ses déplacements pour aller au taf le matin coûtait plus cher que le salaire gagné pour la journée. Pourquoi aller travailler, alors ? Puisque les tafs de merde accessibles ne donnent pas plus de sens que celui d'aller raconter des histoires à des conseillers d'insertion, nouvelle police de proximité.

Parfois c'est à l'arrêt que des entreprises produisent le plus, une possibilité de rencontres, de réfléchir, peut-être même que cela polluera moins et donnera moins de travail de recyclage...qui sait ? Le besoin de fric et de reconnaissance sociale est ce qui nous tient encore au travail, quand on se reconnaît collectivement entre gilets jaunes, noirs, rouges, cela offre un début pour ne plus se laisser prendre. Même si cela ne suffit pas.

En attendant, comme une revanche sur l'humiliation imposée par le fichage du marché de l'emploi où nous ne serons jamais ni assez jeune, ni flexibles, ni mobiles, quelques attaques bien méritées :

- A Montluçon dans l'Allier dans la nuit du 24 au 25 décembre 2018 l'agence pôle emploi est partie en fumée . Une partie du bardage extérieur a été endommagé sur quatre mètres de largeur au niveau du rez-de-chaussée et de l'étage. Les vitres ont été détruites par la chaleur des flammes. Une odeur assez forte de brûlé persiste dans toute l'agence et trois bureaux, utilisés par des conseillers pour la réception des demandeurs d'emploi ont été détruits.

- Le 17 avril 2019, à Cocheren (Moselle), la statue de Sainte-Barbe, à la gloire des pompiers et de l'exploitation minière, a été délestée de sa protection de Plexiglass puis projetée au sol où le plâtre s'est brisé.

- A Fort de France (Martinique) un conflit social de plus de 5 semaines a pris place autour des conditions de travail et des salaires dans une compagnie de transports en commun, occasionnant une grève largement suivie avec l'arrêt presque complet des 18 lignes. Il a été poursuivi par un acte de sabotage. Alors que la compagnie routière et les syndicats annonçaient la reprise d'un service minimum, dans la nuit du lundi au mardi 16 avril 2019, 17 bus ont vu leurs pneus crevés. Cela a permis à la grève de perdurer quelques temps encore.

8. V. pour Vendetta

- Les ronds-points ne se feront pas expulser sans résistance. A Chatellerault (Vienne), alors que des Gilets Jaunes occupaient le rond-point Nord de la ville, bloquant totalement le point d'accès à l'autoroute excepté pour les ambulances depuis le début du mouvement, ils se feront expulser le 16 décembre. Qu'à cela ne tienne, on n'expulse pas ainsi ceux qui avaient construit un véritable lieu de vie, avec de multiples cabanes, à cet endroit. La monumentale Main Jaune qui trônait sur le rond-point depuis 2010, œuvre de 24,50 m de hauteur, 5 m de diamètre et 14 tonnes, sera incendiée à leur départ, en geste de revanche.

- Certains mots malencontreux peuvent avoir de fâcheuses conséquences… Le chef étoilé Yannick Delpech, qui tient un restaurant gastronomique « l'Amphytrion » à l'ouest de Toulouse, plus exactement à Colomiers (Haute-Garonne), en a appris à ses dépens. Dans la nuit de dimanche à lundi 28 janvier, sa voiture personnelle, garée au sous-sol du restaurant, est partie en fumée vers 5h00. Elle stationnait juste en dessous des cuisines qui, touchées par les fumées, sont désormais hors-service. Par conséquent, le restaurant a annulé toutes ses tables pour les semaines suivantes. 25 personnes se sont retrouvées au chômage technique.

Pourquoi un tel acharnement ? Cambriolé deux fois en quatre jours, ses murs tagués, juste avant cet incendie, le cuisinier avait en effet provoqué de vives réactions en publiant ouvertement sa haine des gilets jaunes et de leurs manifestations sur les réseaux sociaux.
Mais ce n'est pas tout. La vengeance est un plat qui se réchauffe. Le mercredi 13 février, son restaurant a de nouveau été incendié. Pour lui qui ne voulait pas être « l'otage de petites terreurs complotistes, anarchistes, racistes qui sèment le trouble au milieu d'un mouvement social porté par de vraies revendications sur le pouvoir d'achat », c'est visiblement un échec cuisant.

9. Solidarité internationale

Nous pouvons d'ailleurs remercier les gilets jaunes internationaux qui se reconnaissent dans ce qui a été porté par les Gilets Jaunes et agissent par solidarité et pour étendre le foyer de la révolte au-delà des frontières. Rappelant de la sorte que l'insubordination n'est pas l'apanage du peuple français comme voudrait nous le faire croire les médias pour folkloriser le mouvement.

- Même en Suisse, le gilets jaunes trouvent du soutien. A Zurich, dans la nuit du 9 au 10 décembre, une voiture diplomatique garée devant le consulat français a été incendiée. Un gilet jaune a été laissé en souvenir sur les lieux de l'action.

- En signe de solidarité avec un mouvement social d'ampleur et pour s'inscrire dans sa lutte contre la violence policière, le siège de la société d'armement B+T à Thoune (Suisse) a été attaqué avec des feux d'artifice, le 25 mars 2019. Il lui est reproché de produire entre autres les lance-grenades vendus à la police française.

- Dans la nuit du 6 mai 2019 la façade du consulat de France de Genève à été barbouillée de jaune. L'action, signée G.I.L.E.T. (Groupe Intergalactique de Luttes Emancipatrices Transfrontalières), se revendique en solidarité avec les Gilets Jaunes et « toute celles et ceux qui se battent pour des conditions de vie dignes, qui contestent l'oppression capitaliste ou qui ne correspondent pas à ses logiques ». Au cœur d'un pays dans lequel sont fabriqué les flash-balls qui sont utilisés à l'étranger contre les manifestants, l'action revendique une solidarité transfrontalière contre la collaboration des États dans la répression. « Nous voulons signifier à l'état français que sa brutalité ne passe pas inaperçue. Alors qu'il tente de l'invisibiliser, nous la lui renvoyons dans la face(ade) ». La stratégie médiatique visant à normaliser la violence dans la « gestion de population » ne passe pas, les meurtres policiers, souvent emprunts de racisme, ne passent pas, et c'est aussi c'est la violence du capitalisme contre lequel naissent des émeutes qui est ici dénoncée.

- Septembre 2019 -